

Des voix: En avez-vous pris connaissance?

● (1502)

M. Marchand: Lorsque l'occasion s'est présentée de les mettre à l'épreuve, comme lors des déversements du Stevenson et autres, nous avons démontré notre aptitude à faire face aux déversements de pétrole; peut-être pas aussi parfaitement que nous le voudrions, mais quand même avec d'assez bons résultats.

AFFAIRES COURANTES

[Français]

RESSOURCES NATIONALES ET TRAVAUX PUBLICS—DÉPÔT DU 1^{er} RAPPORT DU COMITÉ

M. Fernand E. Leblanc (Laurier): Monsieur l'Orateur, j'ai l'honneur de présenter le 1^{er} rapport du comité permanent des Ressources nationales et des Travaux publics et, avec le consentement de la Chambre, j'ai l'intention de demander l'adoption de ce rapport au cours de la journée.

* * *

LOI SUR LES CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES

RÉVISION DES LIMITES DE SAINT-HENRI-WESTMOUNT

M. Gérard Loiselle (Saint-Henri) demande à déposer le bill C-415, intitulé Loi concernant la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales (Saint-Henri-Westmount).

—Monsieur l'Orateur, ce bill est en effet présenté afin de changer le nom de la circonscription de Westmount en celui de Saint-Henri-Westmount. Le fait d'ajouter le nom de Saint-Henri à celui de Westmount date des faits historiques du XVII^e siècle. Le secteur Saint-Henri était déjà existant et fait partie intégrante de l'histoire de Montréal.

De plus, il nous faut apporter une attention particulière à cette population travailleuse du secteur de Saint-Henri, soit une population de 23,000 citoyens qui se joignent à la nouvelle circonscription de Westmount avec un grand plaisir.

(La motion est adoptée, le bill est lu pour la 1^{re} fois et l'impression en est ordonnée.)

* * *

LES VOIES ET MOYENS

LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances) propose: Qu'une motion de voies et moyens, tendant à modifier la Loi de l'impôt sur le revenu, dont avis a été déposé sur le bureau de la Chambre le lundi le 23 janvier 1978, soit maintenant agréée.

M. l'Orateur: Plaît-il à la Chambre d'adopter ladite motion?

(La motion est adoptée.)

Questions au Feuilleton

QUESTIONS AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

M. Yvon Pinard (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur on répondra aujourd'hui aux questions suivantes: nos 110, 111, 164, 200, 219, 296, 330, 331, 334, 361, 449, 455, 459, 477, 547, 558, 695, 708, 755, 899, 909, 924, 977 et 978.

[Texte]

LE POURCENTAGE DES DÉPENSES DES CONSOMMATEURS EN PRODUITS ALIMENTAIRES D'ORIGINE AGRICOLE

Question n° 110—**M. Herbert:**

Au cours des cinq dernières années, sur les dépenses des consommateurs relatives aux produits alimentaires d'origine agricole, quel pourcentage représentaient a) la valeur à la production, b) les frais de commercialisation?

M. Bernard Loiselle (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie et du Commerce): Statistique Canada ne recueille pas de données sur la valeur à la production ni sur les frais de commercialisation exprimées en pourcentage des dépenses de consommation au titre des produits alimentaires d'origine agricole.

LE POURCENTAGE DU REVENU DISPONIBLE CONSACRÉ PAR LE CONSOMMATEUR AUX PRODUITS AGRICOLES

Question n° 111—**M. Herbert:**

1. Au cours des cinq dernières années, quel pourcentage de son revenu personnel net le consommateur a-t-il consacré aux produits agricoles canadiens?

2. Pour la dernière année pour laquelle les chiffres sont connus, quels ont été les pourcentages comparables a) aux États-Unis, b) en Grande-Bretagne, c) en France?

M. Bernard Loiselle (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie et du Commerce): 1. Statistique Canada ne recueille pas de données sur le pourcentage de revenu personnel disponible que le consommateur consacre aux produits agricoles canadiens.

2. Données non disponibles.

LA CARABINE SEMI-AUTOMATIQUE AR-15

Question n° 164—**M. Friesen:**

1. Après consultation auprès de la G.R.C. et divers corps policiers au Canada, le ministre de la Justice a-t-il décidé par une ordonnance en conseil qu'à partir du 1^{er} avril 1977, la carabine semi-automatique AR-15 serait ajoutée à la liste des armes à autorisation restreinte et, dans l'affirmative, pourquoi?

2. La AR-15 a-t-elle été spécialement conçue et fabriquée pour les troupes américaines pendant la guerre du Vietnam?

3. Le Service canadien des pénitenciers a-t-il commandé et reçu de la société Colt Firearms de Hartford, Connecticut, quelque 822 AR-15 de calibre .223 et, dans l'affirmative, a) pourquoi, b) quelles étaient les caractéristiques requises, s'il y a lieu, c) pourquoi le S.C.P. est-il exempté de l'ordonnance en conseil du 1^{er} avril 1977?

4. Existe-t-il une autre arme qui réponde aux exigences du S.C.P. et qui ne soit pas inscrite sur la liste des armes à autorisation restreinte?

5. Quelles sont les caractéristiques techniques et balistiques de la AR-15?

6. a) Combien de AR-15 les organismes gouvernementaux gardent-ils actuellement en réserve, b) combien d'armes chaque organisme garde-t-il?

7. Des organismes gouvernementaux ou ministères ont-ils l'intention d'acheter prochainement d'autres AR-15 et, dans l'affirmative, lesquels et en quelle quantité?